



Centre d'études interaméricaines

Institut québécois des hautes études internationales
1030, avenue des Sciences-Humaines, Local 5455
Pavillon Charles-De Koninck, Université Laval
Québec (Québec), CANADA, G1V 0A6
Téléphone : 418-656-2131, poste 6538
Télécopieur : 418-656-3634

www.cei.ulaval.ca

Mai 2015

CHRONIQUE

Crise de gouvernance et de légitimité politique au Brésil : quel avenir pour la présidente Dilma Rousseff?

Par Cyprien Bassamagne Mougno*

En s'engageant en janvier 2014 – lors de son discours d'investiture à la présidence du Brésil – à assainir les finances publiques et à relancer la croissance économique du pays, Dilma Rousseff reconnaissait implicitement que son pays traverse ce qu'il est convenu d'appeler une « crise » de gouvernance. Cependant, elle n'avait sans doute pas imaginé que seulement trois mois après le début de son second mandat, la population vibrerait au rythme de cette crise au point d'en arriver à revendiquer sa destitution. Si, au regard des faits, la probabilité d'une destitution paraît plutôt limitée, tout porte à croire que ce second mandat sera un véritable chemin de croix pour la présidente Rousseff, qui devra composer avec une conjoncture particulièrement difficile.

Un pays confronté à une crise de gouvernance

Le Brésil traverse actuellement une tempête d'ordre politique et socioéconomique qui a été en bonne partie provoquée par le scandale de corruption qui affecte la compagnie pétrolière nationale Petrobras. Révélée en mars 2014, cette affaire a pris une ampleur sans précédent depuis le début de l'année 2015 à la suite de la décision de la Cour suprême d'autoriser une enquête sur au moins 49 personnalités politiques

du pays, dont les présidents du Parlement et du Sénat, ainsi que le trésorier de la formation politique de la présidente Dilma Rousseff, le Parti des travailleurs (PT). La plupart de ces hommes politiques, qui sont issus de la coalition gouvernementale, sont soupçonnés d'avoir participé à un vaste réseau de corruption impliquant de grandes entreprises brésiliennes de BTP (bâtiment et travaux publics), qui auraient surfacturé pendant de nombreuses années des contrats signés avec Petrobras. En contrepartie, ils auraient perçu des pots-de-vin de la part de ces entreprises, ce qui leur aurait permis de financer leurs campagnes électorales de 2010. Les sommes détournées s'élèveraient à 4 milliards \$ US. Le nom de la présidente Rousseff n'apparaît jusque-là nulle part dans le réquisitoire du Procureur de la République, mais une grande partie de la population estime qu'à défaut d'établir sa culpabilité, sa responsabilité dans ce scandale reste posée, puisqu'elle a été présidente du conseil d'administration de Petrobras entre 2003 et 2010.

En dehors de ce scandale, le modèle économique brésilien semble battre de l'aile depuis 2011, notamment en raison de la difficulté du gouvernement à appliquer de nouvelles réformes, de la rigidité des politiques interventionnistes, du capitalisme d'État ainsi que de la manipulation des marchés. De plus, la croissance économique du pays est actuellement en berne; loin des 7,5 % de croissance enregistrée en 2010, le géant sud-américain a clôturé l'année 2014 avec une croissance presque nulle (+0,1 %) et pourrait connaître une récession en 2015, selon les prévisions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal). Les chiffres avancés par l'Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE) indiquent par ailleurs que l'inflation y a grimpé de 1,24 % en janvier 2015 et s'établit à plus de 7 % sur douze mois, une première depuis mai 2005. Pour mieux faire face à cette situation, le gouvernement a mis en place un plan de redressement des finances publiques au début de l'année 2015, lequel semble plutôt avoir ravivé la colère de la population, qui a décidé de descendre massivement dans les rues pour dénoncer les supposées malversations de la présidente Rousseff.

Quand la légitimité politique de Dilma Rousseff est menacée

Dans les systèmes politiques dits démocratiques, il est fréquent que les chefs d'État ou de gouvernement obtiennent de mauvais résultats dans les sondages d'opinion parce que la majorité de la population dit ne pas leur faire confiance, désapprouve leur politique ou n'apprécie pas leur personnalité. Dans certains cas, de tels résultats

peuvent conduire à une « crise » de légitimité politique, si l'on considère qu'ils traduisent une crise de confiance généralisée au sein d'une population qui souhaite envoyer un signal fort à ses dirigeants.

Cela semble être actuellement le cas au Brésil, où les récents sondages réalisés par l'Institut Datafolha indiquent que la cote de popularité de la présidente Rousseff a considérablement baissé, et ce, à peine trois mois après le début de son second mandat. Alors qu'en décembre 2014, près de 42 % des Brésiliens qualifiaient sa présidence de « bonne » ou « excellente », Mme Rousseff a obtenu à peine 23 % d'opinions favorables en mars 2015. Ce constat devient encore plus inquiétant lorsqu'on se rend compte que même dans le nord du pays – qui est considéré comme l'un des bastions politiques du PT – la popularité de la présidente a chuté considérablement, passant de 53 % en décembre 2014 à seulement 29 % en février 2015. À ce tableau quelque peu sombre sont venus s'ajouter les mouvements de protestations que le pays connaît depuis mars dernier et à travers lesquels des milliers de Brésiliens contestent ouvertement la légitimité de la présidente Rousseff, allant jusqu'à réclamer sa destitution. Il faut d'ailleurs noter qu'à la suite de ces manifestations, les sondages réalisés en mars 2015 indiquent que près de 62 % de la population estime désormais que sa présidence est « mauvaise » ou « nulle ». De plus, plusieurs Brésiliens considèrent que sa courte victoire sur son rival social-démocrate, Aécio Neves, lors des élections présidentielles de 2014 (51,6 % des voix contre 48,3 %), lui confère une moindre légitimité démocratique.

Quoi qu'il en soit, la question de la légitimité démocratique de la présidente Rousseff ne se pose plus, tout au moins si l'on tient pour acquis qu'elle a remporté honnêtement les élections du 26 octobre 2014, lesquelles ont été jugées libres et transparentes par les observateurs nationaux et internationaux. Malgré son déficit de légitimité politique, qui ne doit pas être confondue avec la légitimité du système politique brésilien en tant que tel, Mme Rousseff reste légalement dépositaire du pouvoir, et à ce titre, elle bénéficie pleinement de toutes les prérogatives associées à sa fonction de chef d'État. La population semble d'ailleurs avoir tenu compte de cet aspect, puisqu'elle a réclaté la destitution de la présidente Rousseff par la voie d'une procédure légale institutionnalisée (l'impeachment).

Quel avenir pour la présidente Dilma Rousseff?

En ce qui concerne le Brésil, il faut remonter aux années 1990, notamment avec la destitution par voie d'impeachment du président Fernando Collor de Mello, pour mieux percevoir la portée symbolique des manifestations de masse comme celles que connaît le pays depuis mars dernier. Un an seulement après le début de son mandat, M. Collor avait été impliqué dans un scandale de corruption qui avait conduit à sa destitution par le Congrès, ceci conformément aux revendications de la population, qui avait organisé un mouvement de protestation à cette occasion. Or, comme le souligne François-Michel Le Tourneau, qui est professeur à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL), « si le prétexte était facile à trouver pour Fernando Collor, politicien notoirement véreux, il n'en va pas de même avec Dilma Rousseff, pour l'instant épargnée judiciairement par le scandale Petrobras, et dont le premier mandat a plutôt été marqué par sa volonté d'assainir la vie politique (sept ministres virés sans ménagement) ». Dans un même ordre d'idées, bien que l'opposition encourage subtilement les mouvements d'humeur, elle ne semble pas être tout à fait acquise à la cause de la destitution. Jusque-là, elle a simplement saisi officiellement la Cour suprême du pays afin qu'elle enquête sur la supposée implication de la présidente Rousseff dans le scandale Petrobras. À défaut d'un élément nouveau pouvant compromettre la présidence de Dilma Rousseff, il apparaît donc très probable qu'elle sera en mesure de poursuivre son mandat.

Cependant, elle devra composer avec un environnement difficile, caractérisé entre autres par son déficit de légitimité politique ainsi que par la récession économique que traversera probablement le pays. Tout porte également à croire qu'à court terme, il lui sera plus difficile de convaincre la population, y compris ses collègues du PT, du bien-fondé de ses politiques. En effet, la politique d'austérité qu'elle a mise en place en début d'année entre en totale contradiction avec ses promesses de campagne, ce qui peut donner une impression de trahison à ses électeurs. Il n'est toutefois pas exclu que malgré cette conjoncture particulière, Mme Rousseff puisse adopter avec succès certaines réformes, comme l'avait déjà fait le président Fernando Henrique Cardoso (1995-2003) alors que 56 % de Brésiliens qualifiaient sa présidence de « nulle » à la suite de la dévaluation du Réal en 1999.

Cyprien Bassamagne Mougnoq est candidat au doctorat en études internationales et auxiliaire de recherche au Centre d'études interaméricaines